

Cécile Millot : «Rien ne me destinait à partir à Madagascar»

Ancienne envoyée du Défap à Madagascar, Cécile Millot a tiré un livre de cette expérience : *Les aventures de Madame Cécile à Madagascar*, publié aux éditions Amalthée. Mais comment cette enseignante d'allemand installée du côté de Reims a-t-elle pu, à 55 ans, se retrouver ainsi à apprendre le français à des élèves malgaches ? Rencontre et témoignage, à la recherche d'une annonce fantôme et d'un nouveau départ...



Cécile Millot interviewée lors des Journées Portes Ouvertes des cinquante ans du Défap © Défap

Qui es-tu ?

Cécile Millot : Rien ne me destinait à partir à Madagascar pour enseigner le français à 55 ans. J'étais maître de conférences en littérature allemande à l'université de Reims, et raisonnablement contente de mon sort. Même si, comme tout le monde, je pensais de temps en temps que j'aurais pu faire autre chose que ce que je faisais, mais quand on travaille sur une culture étrangère, on a aussi un certain nombre de possibilités de changer d'air.

Qu'est-ce qui t'a poussée à partir ?

En 2007, ma mère, puis mon père, puis mon compagnon sont morts. Alors je me suis assise cinq minutes, et je me suis demandé ce que je voulais vraiment faire du temps qui me restait à vivre.

Comment as-tu connu le Défap ?

Je ne sais pas ! J'ai toujours cru que j'avais trouvé l'appel à candidature sur Coordination Sud, que je suivais régulièrement. Et un jour, un des pasteurs du Défap m'a dit : « Mais nous ne mettons jamais nos postes sur Coordination Sud ! » Et je n'ai jamais retrouvé qui avait bien pu m'envoyer le descriptif de ce poste, dont j'ai pensé tout de suite qu'il était fait pour moi.

Qu'as-tu trouvé que tu cherchais ?

Un nouveau départ. La force de dépasser ce que j'avais vécu.

Qu'as-tu vécu comme quiproquos liés à des différences culturelles ou difficultés d'intégration ?

Le sous-titre de mon livre, c'est « Perdue dans la jungle de la différence culturelle », et je me suis vraiment toujours sentie en décalage. Pour de petites choses, comme le fait qu'à Madagascar, on n'indique pas le chemin en disant « à droite » ou « à gauche », mais en disant « au nord », ou « au sud ». Ou pour des choses fondamentales, comme la façon dont les

Malgaches conçoivent la propriété. De ce point de vue-là, il m'a bien fallu trois ans pour passer de « ils me pompent des sous tout le temps » à une compréhension de l'absence de propriété privée dans la mentalité des Malgaches – qui ne m'empêchait pas toujours de récriminer parce qu'ils me pompaient des sous tout le temps.

Quelles rencontres t'ont marquée ?

La rencontre permanente avec la misère, à tous les niveaux, sous toutes ses formes. Les Hautes-Terres, où j'étais, sont une région riche (toutes proportions gardées). Mais on y vit comme en France il y a 150 ans : pas d'eau courante, pas d'électricité, pas de machines, même pas mécaniques, ni dans les champs, ni à la maison, les enfants rachitiques, l'absence de soins médicaux... Et une ignorance totale du monde qui entoure les enfants comme les adultes, du monde proche et du monde lointain.

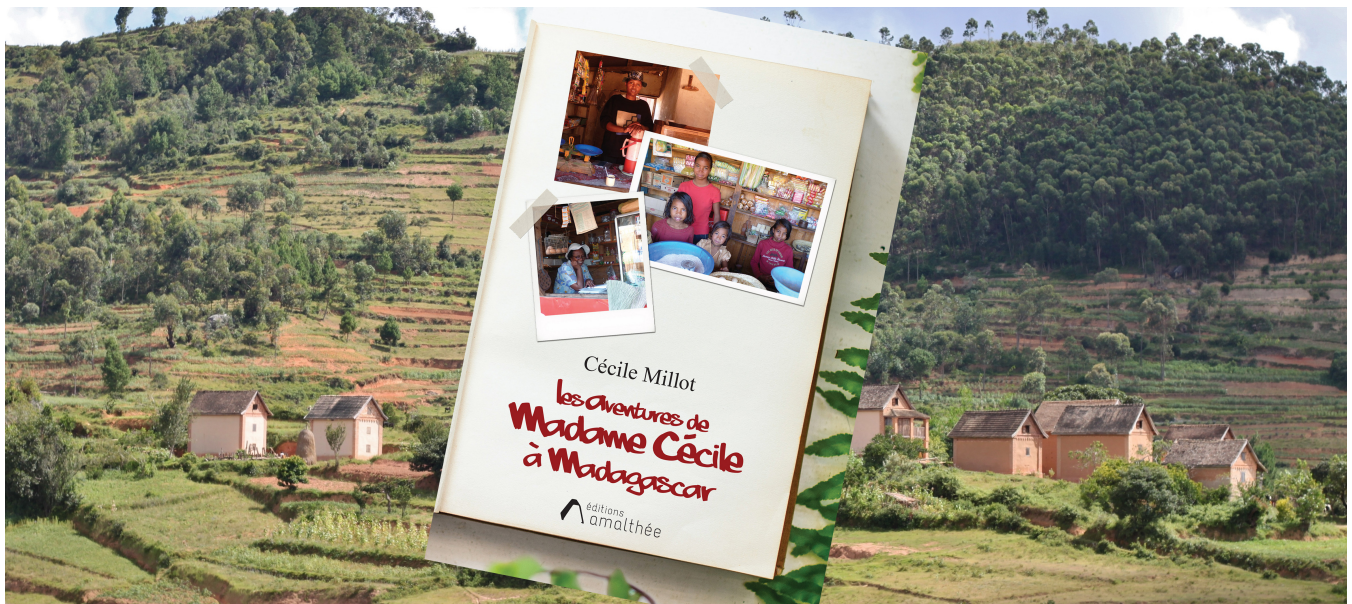
Pourquoi as-tu voulu mettre sur papier et publier ton expérience ?

Je suis rentrée avec le sentiment que j'avais vécu un dépaysement exceptionnel. Sans doute parce que j'étais partie seule, donc que j'étais en immersion totale, je pense que j'ai eu un besoin beaucoup plus fort de vivre proche des Malgaches que des volontaires qui sont partis en famille. Et j'avais très envie de raconter cette aventure.

À ton avis, que peut apporter d'utile ton témoignage ?

Je pense qu'il peut servir à des envoyés, pour les préparer, justement, à toutes les incompréhensions, tous les décalages dus à la différence de culture et à la différence de niveau de vie, que l'on ressent parfois douloureusement. Et aussi : par petites touches, et en restant toujours au ras des pâquerettes, je pense que j'ai réussi à donner une impression de ce qu'est la vie dans un pays sous-développé (oui, je dis « sous-développé »), et dans un pays sur lequel est passé le

rouleau compresseur de la colonisation. Et que dans le monde actuel, cela peut être important de comprendre cela.



Cécile Millot
Les aventures de madame Cécile à Madagascar
[À commander aux éditions Amalthée](#)
À partir de 9,99€

Partir avec le Défap : une aventure mesurée

À l'occasion du lancement de la session 2022 de formation des envoyés du Défap, retour sur le contexte dans lequel se placent leurs missions à travers cet article de Laura Casorio, responsable du service Relations et solidarités internationales, publié ce mois-ci dans la Presse Régionale Protestante.



L'un des lieux d'intervention du Service Fraternel d'Entraide
© SFE

Partir en mission avec le Défap-Service protestant de mission est une aventure qui prend des configurations diverses au fur et à mesure que la mission prend forme. Par définition, l'aventure est un aller vers quelque chose (ou quelqu'un) que l'on ne maîtrise pas, et c'est exactement pour cette raison qu'il faut se préparer pour pouvoir mesurer les risques, mais aussi pour profiter au maximum des rencontres et des lieux. Partir avec le Défap, c'est s'inscrire dans un cadre posé, évalué régulièrement, sans pour autant en avoir la responsabilité de la maîtrise générale.

Mission personnelle...

Pendant les entretiens de recrutement ainsi que pendant les temps de formation au départ, les mots « aventure, découverte, rencontre, se découvrir, se mettre à l'épreuve... » reviennent assez souvent. C'est à partir de ça que la mission prend forme. Partir avec le Défap implique de partir pour une mission donnée, répondre aux attentes des structures qui accueillent et encadrent la mission, s'engager à la première personne au service d'un projet collectif, se préparer à reconnaître les enjeux du pays, les fonctionnements comme les dysfonctionnements...

... et projet collectif

L'histoire du Défap est faite d'hommes et de femmes qui sont partis pour des missions auprès d'autres, qui ont appris à se connaître, à dépasser les étonnements, les chocs, à bouger les limites, pour que la rencontre et la mission se passent au mieux, et pour que quelqu'un puisse prendre le relais ensuite. La mission terminée, le projet se poursuit avec d'autres, dans un temps long : relations entre Églises, riches des relations tissées par celles et ceux qui franchissent les différentes étapes du chemin et qui modifient d'autant le parcours de chacun.

Laura Casorio
Responsable du service Relations et solidarités
internationales au Défap

Samy, déjà cinq ans à

Madagascar

Nous poursuivons notre série de témoignages d'anciens envoyés du Défap, dont l'engagement à l'étranger a marqué un moment clé de leur vie : aujourd'hui, Samy. Il était parti en 2017 comme service civique pour une mission d'animateur/répétiteur à Madagascar : enseignant le français le matin dans l'école Akanisoa, répétiteur et animateur le soir avec les enfants de l'orphelinat. Cinq ans plus tard, il est toujours à Madagascar... où il travaille à l'amélioration de l'enseignement du français.



Enfants au tableau dans une classe © Défap

Quel bilan ferais-tu aujourd'hui de tes quatre ans à Antsirabe et du travail dans l'orphelinat ?

Samy Chenuelle : Partir, c'est se redécouvrir et se dépasser. C'est comme cela que je pourrais résumer mes années à Antsirabe. Ma vie là-bas m'a permis de mûrir beaucoup plus que ce que je n'aurais pu imaginer. En étant loin de tout ce que l'on connaît, on est obligé de tout redécouvrir, en partie

soi-même. J'ai découvert, et réussi certaines choses dont je ne pensais pas être capable, et dépassé certaines de mes peurs et blocages. Bien sûr, tout n'est pas toujours au beau fixe, j'ai eu aussi des inquiétudes et des moments d'indignation. Mais je pense que ce n'est qu'en sortant de son confort que l'on peut se dépasser. C'est tout ce qu'une expatriation peut nous offrir lorsque nous arrivons à rester ouverts.

Être à Madagascar m'a aussi obligé d'une certaine façon à être toujours à l'affût pour comprendre sociologiquement ce qui se passe. J'ai pu apprendre de manière très concrète à savoir déconstruire les discours, aller au-delà des mots, des différences culturelles, de mes *a priori*, de ma culture franco-française pour dépasser les incompréhensions.

À Antsirabe, j'ai pu être dans deux situations éducationnelles différentes : en tant qu'instituteur de français dans l'école primaire et dans une sorte de rôle d'animateur voire d'éducateur dans l'orphelinat avec les enfants et adolescents. Rester sur du long terme m'a permis de créer une vraie relation avec les enfants. Très rapidement, j'ai passé du temps avec les enfants, même en-dehors de mes heures de travail. Cela m'a aussi donné la chance de me questionner sur ma façon d'être et de m'améliorer. Les relations avec les enfants ont cette exigence de dire ou de montrer quand ils n'ont pas apprécié un comportement. Il s'agit alors toujours d'expliquer, de réussir à dépasser nos différences pour trouver une solution qui convient à tout le monde. J'ai essayé au maximum d'être un exemple de probité d'âme et de respect pour les enfants.

Comment se passe ton activité actuelle à Tana ? Pourrais-tu nous décrire ta mission ?

Ma mission a deux volets. D'un côté, je suis en train de finir d'écrire des guides pédagogiques pour chacune des classes primaires ainsi que d'autres outils (affiches, images, chansons, récitations) pour faire apprendre le français. De ce

que j'ai pu voir, il n'existe pas encore de guide pédagogique pour faire apprendre le français à Madagascar, mais seulement des manuels de français. Cependant, vu le niveau de français trop faible des institutrices dès que l'on sort des centres-villes des grandes villes, il existe un réel manque à ce niveau-là.

Le deuxième volet de mon travail est de faire des formations dans des écoles FJKM. Je vais dans les écoles faire des formations aux institutrices et quelques instituteurs. Cela me permet de former sur mes guides et sur les méthodes pédagogiques (actives et ludiques) qui en sont issues, ainsi que diffuser les valeurs qui sont les miennes : empathie, non-violence, coopération, etc. Je fais aussi des modules de renforcement de français ainsi que sur l'éducation.



*Une ruelle dans la banlieue de Tananarive © Franck Lefebvre-
Billiez, Défap*

Quels sont les besoins en termes de pédagogie pour l'enseignement du français et en quoi ta mission peut-elle contribuer à améliorer la situation ?

Le système scolaire malagasy copie de manière générale le système scolaire français. À ceci près que les écoles malagasy accusent des retards de près de 100 ans à quelques dizaines d'années selon les domaines (infrastructures, pédagogie, formation des enseignants, manuels et outils pédagogiques disponibles et utilisés). Les nouvelles avancées des sciences de l'éducation ne sont pas connues ou alors utilisées seulement par quelques écoles élitistes. Ces gros manques sont dus, d'un côté à un manque d'accès et de l'autre à un manque d'argent.

Ce que j'essaye d'apporter est tout simplement de rattraper ces retards dans certains domaines : pédagogie, outils pédagogiques. Dans tout ce que j'entreprends, j'essaye de mêler deux choses : les façons de faire des institutrices malagasy tout en apportant des nouvelles idées.

J'apporte des nouvelles méthodes pédagogiques qui prennent mieux en compte l'enfant-élève et ses besoins pour améliorer l'enseignement et l'éducation de manière générale. Mais j'ai peur que les enseignants préfèrent se cantonner à leur ancienne méthode, qu'ils connaissent bien, plutôt que d'essayer des nouvelles méthodes qu'ils ne maîtrisent pas encore tout à fait. Alors, je me base sur les habitudes et façons de faire déjà en place à Madagascar pour que les institutrices ne soient pas perdues et veuillent s'imprégner des nouvelles façons. Mon but est donc d'améliorer leur manière d'enseigner grâce aux nouvelles pédagogies et à de nouveaux outils pédagogiques.

Quelques souvenirs parmi les plus difficiles – et comment tu as pu les surmonter ?

Mes moments les plus difficiles ont été lorsque j'ai dû assister à certaines scènes, croyances et violences qui m'ont profondément choqué. Savoir que les enfants de l'orphelinat sont grondés violemment voire tapés me bouleverse et me révolte. Il m'a été difficile d'entendre que des enfants seraient possédés par des démons lors de leurs crises (d'épilepsie ou psychologiques dues à un traumatisme) alors que mon interprétation, typiquement française des crises est totalement différente. J'ai surtout été affecté par la culpabilisation et l'absence de chaleur humaine qu'ils ont subie, et qui, à mon avis, ne permet pas à l'enfant de se développer. Je me sentais impuissant face à la force de leurs traditions et idées ainsi qu'à ma place dans Akanisoa qui n'avait pas de poids.

D'autant plus que j'ai toujours essayé de mettre à distance, de me défaire du rôle du « vazaha » qui-saurait-tout opposé aux malagasy ignorants, que pourtant certains malagasy veulent nous étiqueter, et que beaucoup de vazaha utilisent, volontairement ou par facilité, sans s'en rendre compte. Cette mentalité est une séquelle qui reste après le colonialisme et empêche, selon moi, de construire des relations saines et constructives, et est un frein au développement de Madagascar.

J'essaye donc de me dépatouiller entre tout cela : ne pas juger les malagasy et leur culture, tout en proposant des vrais leviers de changements bénéfiques, sans entrer dans une relation hiérarchique avec mon interlocuteur.

Pour surmonter ces difficultés, j'ai quelquefois pu partager mes émotions avec quelques amies françaises. J'ai aussi parfois pu me sentir assez à l'aise avec certains adultes malagasy pour donner mon avis. J'ai surtout écrit, ressassé dans ma tête, réfléchi à ce que j'aurais fait à la place de l'adulte, imaginé mes propres réponses pour ne pas être seulement dans le jugement de l'autre mais pouvoir leur proposer d'autres solutions. J'y mettais tout mon cœur, ou au contraire, je me mettais à distance pour analyser froidement

la situation. J'essayais à chaque fois de me rapprocher des personnes, de comprendre leurs besoins et leurs sentiments, ce qui les animait.



Vue de Tananarive © Franck Lefebvre-Billiez, Défap

Quelques souvenirs parmi les plus lumineux ?

Quand je repense à ma vie à Antsirabe, ce qui est le plus lumineux pour moi, ce n'est pas un moment précis mais se sont mes relations. De voir les attaches que j'ai avec les enfants d'Akanisoa, mes collègues de travail ou avec mes amis malagasy, de sentir ces liens et ces nœuds, que l'on a tissés peu à peu, jusqu'à en faire des tresses ténues et solides, basées sur la confiance et le respect. C'est cela avant tout qui me rend le plus heureux et fier de ma vie à Antsirabe. Savoir que l'on a réussi à dépasser toutes nos différences, tous nos désaccords, nos quelques disputes, pour se concentrer sur ce qui est essentiel à mes yeux : l'écoute, la compréhension, le partage. Et en voyant à quel point j'ai pu m'intégrer dans la société malagasy, que j'ai pu réussir à dépasser cette première croûte et appareil de relation que la plupart des vazaha ont avec les malagasy, je pense vraiment avoir réussi à accéder et comprendre la société malagasy. C'est aussi tout ça qui me fait revenir régulièrement à Antsirabe quand j'ai un peu de temps libre pour passer du

temps avec eux.

Mes souvenirs lumineux qui me reviennent directement lorsque je pense à ma vie à Antsirabe sont presque toujours avec les enfants. Les vacances à Diego, Itasy ou Tuléar avec le centre Akanisoa, les secrets qu'ils m'ont partagés ou tous les merveilleux moments que l'on a partagés à travailler, s'amuser ou jouer ensemble.

Courrier de mission : en communion de prière avec Haïti

À l'occasion de l'appel à la prière lancé pour le dimanche 19 juin par la Fédération protestante de France, Marion Rouillard revient, dans « Courrier de mission », sur la situation extrêmement précaire d'Haïti. Ses invités, Laura Casorio et Sylvain Cuzent, évoquent les conditions dans lesquelles s'est tenue la 37ème Assemblée générale de la Fédération protestante d'Haïti, au cours de laquelle a été diffusé un message de soutien de la Fédération protestante de France. Et ils évoquent le rôle des institutions protestantes haïtiennes dans un pays en proie à la violence.



Image diffusée par la FPH à l'issue de sa 37ème AG © DR

Le 16 juin dernier, la Fédération protestante de France appelait toutes les paroisses de ses Églises membres à consacrer un temps d'intercession et de prière pour Haïti lors du culte du dimanche 19 juin. Cet appel avait été lancé à l'occasion de la 37ème Assemblée générale de la Fédération protestante d'Haïti, qui venait de se tenir le mardi 14 juin, et à l'initiative de la Plateforme Haïti de la FPF, dont la gestion est assurée par le Défap. Une manière de continuer à porter Haïti dans les préoccupations du protestantisme français, alors que les actions concrètes sont rendues aujourd'hui très difficiles par le contexte de quasi-guerre civile dans lequel se trouve le pays. Surtout, cette demande de prière correspondait à une préoccupation exprimée par le protestantisme haïtien ; que l'on continue à parler d'Haïti, dont les besoins sont si pressants, même s'il est impossible pour l'heure de se rendre sur place. Dans l'émission

« Courrier de mission – le Défap », Marion Rouillard revient sur la situation d'Haïti et sur le contexte de cet appel à la prière, en compagnie de ses invités : Laura Casorio, responsable du service Relations et solidarité internationales au Défap, et Sylvain Cuzent, qui a été envoyé du Défap en Haïti et fait partie des personnes ressources régulièrement consultées par la Plateforme Haïti. Tous deux ont pu participer en distanciel, ainsi que les membres de la Plateforme, et en dépit des difficultés techniques, à la réunion de la FPH du 14 juin ; une réunion dont la date avait été déplacée du fait des problèmes de sécurité que connaît Haïti, et qui s'est tenue dans des conditions difficiles. La Fédération protestante de France a manifesté son soutien via un message vidéo de son président, François Clavairoly, qui a été diffusé devant l'assemblée.



Le Premier ministre Ariel Henry s'exprimant lors de la 37ème AG de la FPH © DR

Présent sur place, le Premier ministre haïtien, Ariel Henry, s'est dit conscient de la gravité de la situation du pays. Sa présence, a-t-il souligné, témoignait de la reconnaissance de l'État envers le travail de la Fédération protestante d'Haïti.

Ariel Henry a ainsi félicité la FPH pour son engagement et l'a encouragée à œuvrer au bien-être du pays : « Haïti est traversée par une sévère crise sociopolitique mais surtout une crise éthique et morale. La transformation du pays passe par l'engagement de la fédération. » Le président de la FPH, le pasteur Calixte Fleuridor, a profité de sa présence pour dénoncer : « Premier ministre, on en a assez de l'inflation, de l'insécurité, du kidnapping », soulignant l'absence du vice-président de la fédération à cause de l'enlèvement de son enfant il y a six jours.

1700 écoles fermées du fait des violences

L'appel à la prière d'intercession de la FPF, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 22 juin 2022 sur Fréquence Protestante

Cette impuissance du politique face à la violence, et ces liens entretenus malgré tout entre le protestantisme français et le protestantisme haïtien, Laura Casorio et Sylvain Cuzent ont eu l'occasion de les évoquer largement au micro de Marion Rouillard. Comme le souligne Laura Casorio, c'est en s'inspirant directement de la FPF que la Fédération protestante d'Haïti a pu se mettre en place : car s'il existe, de par le monde, beaucoup de conseils œcuméniques, les exemples de fédérations protestantes sont bien plus rares. D'où la médaille qui a été symboliquement décernée à François Clavairolly lors de cette AG, en reconnaissance des liens établis entre FPF et FPH. D'où, également, les échanges réguliers via la Plateforme Haïti. Et maintenir ces échanges est d'autant plus important, comme le souligne pour sa part Sylvain Cuzent, « qu'il est impossible aujourd'hui d'entrer en Haïti sans courir des risques considérables d'être enlevé, tué par les gangs qui se disputent le territoire. »

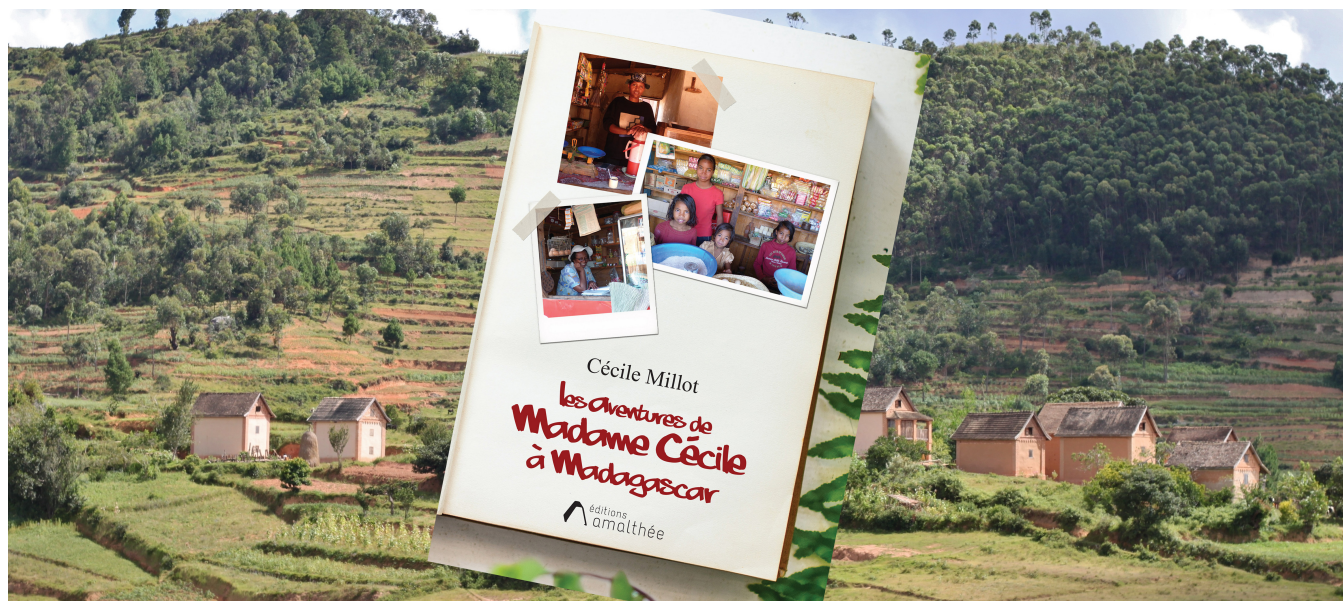
« Nos partenaires, témoigne Sylvain Cuzent, nous racontent cette situation de violence extrême : souvent, ils ne peuvent pas se déplacer pour travailler. » Christon St Fort, le président de la Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEPH), évoque ses collaborateurs qui ne peuvent plus aller dans les écoles pour des actions de formation. L'éducation est ainsi directement victime de la violence : environ 1700 écoles sont fermées, d'autres restent ouvertes mais sont rançonnées ; d'autres encore ont embauché des gardes armés ; des enfants ont été tués dans les enceintes des écoles... Quant à la FPH, elle est obligée de restreindre son action à certains lieux moins touchés que les grandes villes comme Port-au-Prince, Les Cayes, Jacmel, ou Cap-Haïtien : notamment les zones rurales.

« Ce que nous demandent nos partenaires, conclut Laura Casorio, c'est qu'Haïti ne soit pas oublié. » D'où l'importance de rester en communion, y compris par des appels à la prière. Sachant que la crise va durer : les principaux pays qui ont des liens historiques avec Haïti, au premier rang desquels on trouve les États-Unis et la France, ont d'autres priorités aujourd'hui.

Madame Cécile : l'odyssée d'une envoyée du Défap à Madagascar

À travers ce livre, publié aux éditions Amalthée, Cécile Millot, envoyée du Défap à Madagascar entre 2010 et 2013, pose un regard à la fois lucide et

bienveillant sur la société malgache. Un témoignage qui s'inspire d'un vécu et d'un blog, celui qu'elle a tenu régulièrement durant les trois ans de sa mission sur place. Consciente de ne pas pouvoir expliquer un pays qu'elle ne connaît que si superficiellement, elle y raconte, par petites touches, au quotidien, les surprises et les malentendus dus à la différence de niveau de vie et de culture.



Les aventures de Madame Cécile à Madagascar © éditions Amalthée

Tous les envoyés du Défap ont un roman à raconter. Partir voir ce qu'il y a de l'autre côté de la planète, et en revenir, c'est un sacré déplacement. Ça oblige à considérer d'un regard neuf tout ce que l'on a vécu auparavant, et à interroger tout ce que l'on peut avoir de certitudes sur le monde. Nul n'en revient indemne : les échanges, ça vous change. Et c'est valable aussi pour les boursiers, les enseignants engagés dans un échange entre universités du Nord et du Sud ; et même encore pour tous les groupes qui peuvent avoir l'occasion de se croiser au Défap, un lieu carrefour que Gilles Vidal, doyen de la faculté de théologie de Montpellier (IPT Montpellier) décrivait ainsi en mars 2019 lors d'une rencontre consacrée aux « fruits du Défap » : « Où puis-je, dans la même journée, croiser la Ministre de l'Éducation du Togo, le fils d'un

ancien missionnaire de Nouvelle-Calédonie, un pasteur du Sud-Ouest (dont la mère est née au Lesotho), une femme pasteur hongroise, un professeur d'histoire cévenol ? Au 102 Bd Arago ! »

Oui, tous les envoyés du Défap ont un roman à raconter... mais tous ne le font pas. Et c'est ce qui fait l'intérêt d'un tel témoignage lorsqu'il sort en librairie. À travers les [aventures et mésaventures de Madame Cécile](#), ce sont des moments clés de la vie de tout envoyé au cours de sa mission qui sont mis en mots et en images. D'une plume alerte, parfois incisive, jamais cruelle, qui pointe les joies et les déceptions, les promesses et les difficultés de la rencontre par-delà les barrières des cultures, les méfiances et les murs érigés par l'histoire et les inégalités économiques... Tous ceux qui ont vécu à Madagascar reconnaîtront certaines de ces anecdotes, entre humour, entraide, débrouille et fatalisme. Comme ce moment où, prenant son poste d'enseignante de français, Madame Cécile découvre la salle informatique et le labo de langues. Il y a donc de l'électricité pour alimenter tout ça ? Bien sûr, il y en a... mais pas de manière continue. Alors que fait-on en cas de coupure – cas fréquent, et qui dure des heures ? Il y a des générateurs... mais entre absence du personnel et prix du gazole, rien ne garantit qu'ils seront lancés au bon moment. D'où l'on conclut qu'en cas d'utilisation de la salle informatique, il y aura de l'électricité, oui... mais on ne sait pas vraiment quand.



*Cécile Millot présentant son récit de voyage lors des journées
Portes Ouvertes du Cinquantenaire du Défap © Défap*

Madame Cécile, c'est elle : la voici présentant son récit de voyage lors des journées Portes Ouvertes du Cinquantenaire du Défap. L'ouvrage était alors à peu près achevé, mais pas encore édité. Madame Cécile avait partagé la vedette avec Manior, alias Romain Choynet, lui aussi ancien envoyé du Défap, et venu présenter [la bande dessinée qu'il avait réalisée sur son aventure camerounaise](#). Là encore, il s'agissait d'une manière décalée de présenter une odyssée individuelle révélatrice de ce que vivent les envoyés du Défap, lorsqu'ils se retrouvent en immersion dans un contexte complètement différent de celui qu'ils connaissaient en France : pour le vivre, il vaut mieux être bien préparé – d'où l'importance de la formation avant le départ dispensée par le Défap...

Avant son odyssée malgache, Cécile Millot, de son nom complet,

était plus familière de Goethe que de l'enseignement du français. Si elle avait découvert d'autres pays à l'occasion de voyages, c'était bien des années auparavant, et sur un autre continent : en Inde, pour être précis. Madagascar était pour elle une expérience totalement nouvelle. « J'ai vécu une aventure que peu de gens ont la chance de vivre, raconte-t-elle : j'ai passé trois ans à Madagascar, pour enseigner le français langue étrangère dans une école de formation des instituteurs. Ce travail était passionnant. Je vivais seule dans une petite ville, où il n'y a pas eu d'électricité pendant un an, et où il n'y avait pas d'autres étrangers que moi. Je n'avais pas le choix, je me suis glissée dans la vie quotidienne des Malgaches. Je suis allée à leur rencontre avec bienveillance, et je me suis fait accepter. »

Dans le cas de Madame Cécile, comme dans le cas de Manior, avant le livre, il y a eu un journal de bord : un blog, qu'elle a tenu régulièrement pendant ses trois ans passés sur la Grande Île. C'est ce journal de bord qui a donné à Cécile Millot la matière, retravaillée, du livre publié aujourd'hui aux éditions Amalthée. Et pour aller plus loin dans la découverte des richesses et des difficultés des échanges, vous pouvez aussi retrouver les [témoignages d'envoyés et de boursiers publiés sur le site du Défap](#) à l'occasion du Cinquantenaire du Service protestant de mission.

Cécile Millot

Les aventures de madame Cécile à Madagascar

[Éditions Amalthée](#)

À partir de 9,99€

Courrier de mission : rencontre avec l'Église Protestante de Guyane

L'émission « Courrier de mission – le Défap » diffusée le 25 mai 2022 sur Fréquence protestante était consacrée à l'Église Protestante de Guyane. Avec deux invités au micro de Marion Rouillard : Jeanne Mounkala, présidente du Conseil presbytéral ; et Gérard Krebs, pasteur de retour de Guyane, où il était en mission courte, envoyé par le Défap.



Membres de l'Église Protestante de Guyane entourant Christian Seytre, président de la Ceeefe, lors de son passage à Cayenne

© EPG

Une Église cosmopolite, multiculturelle, à l'image de la Guyane : c'est ainsi que Jeanne Mounkala décrit l'Église Protestante de Guyane (EPG), dont elle est la présidente. Une petite communauté d'une trentaine de familles, que le Défap a

accompagnée régulièrement pendant des années à travers le financement d'un poste pastoral, et continue à accompagner à travers des envois de pasteurs en missions courtes. Gérard Krebs, pasteur à la retraite, a été le dernier de ces envoyés en date. Tous deux ont été les invités de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap » qui a été diffusée le 25 mai 2022 sur Fréquence protestante.

Sur une terre guyanaise essentiellement marquée par le catholicisme, « nous sommes la seule Église qui porte la voix luthéro-réformée », souligne notamment Jeanne Mounkala. Voilà pourquoi elle pense « qu'il y a une vraie place pour notre communauté en Guyane ». Au-delà de cet héritage luthéro-réformé, qui marque les origines de l'EPG, Jeanne Mounkala met aussi en avant sa diversité. Diversité d'origine des membres de la communauté : ils viennent aussi bien de la « France hexagonale » que de la Guadeloupe, du Congo ou du Cameroun, de Madagascar, de la Côte d'Ivoire... Diversité dans les manières de vivre leur foi, également, qui font de la petite EPG une Église ouverte : elle accueille des membres réformés, luthériens, mais aussi baptistes ou issus du milieu évangélique... Cette richesse, Jeanne Mounkala comme les membres de l'Église ont à cœur de la faire découvrir dans la société guyanaise, où l'EPG reste souvent discrète : « il y a des gens qui nous découvrent lorsque nous sommes interviewés à la radio, à l'occasion d'un reportage télévisé »... Une occasion à chaque fois de porter leur témoignage. Mais l'EPG n'en a pas moins ses propres défis.

Rencontre avec l'Église Protestante de Guyane, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 25 mai 2022 sur Fréquence Protestante

Le premier, comme le résume Jeanne Mounkala au micro de Marion Rouillard, c'est la difficulté à retenir ses membres et à attirer des Guyanais. Église cosmopolite, l'EPG est aussi une « Église de transit ». « Des gens viennent au sein de notre communauté, restent trois-quatre ans, puis repartent », témoigne Jeanne Mounkala ; avec comme conséquence que l'Église « doit s'adapter tout le temps » à ce renouvellement de ses membres. Une caractéristique qui tient à son histoire : issue de l'aumônerie militaire française, l'EPG n'existe en tant qu'Église que depuis 1997. Et pendant longtemps, c'était l'aumônier protestant des forces françaises à Kourou qui était le pasteur de l'EPG. Aujourd'hui, l'Église a noué des liens dans son environnement ecclésial : d'abord avec des communautés membres de la Fédération Protestante de France, comme l'Armée du Salut, qui peut lui permettre de bénéficier de l'accompagnement d'un de ses pasteurs lors de mariages, de décès... Avec, aussi, des communautés du milieu évangélique comme l'Église du Nazaréen. Elle fait ainsi partie du Pôle Protestant de Guyane, et entretient un dialogue régulier avec l'Église catholique ainsi qu'avec la communauté musulmane.

Quant au deuxième défi, c'est celui de la visibilité. Un problème indissociable des moyens humains et matériels : l'EPG n'a pas de lieu de culte propre. Elle est hébergée par l'Église catholique, et ses cultes se déroulent à l'église Sainte-Anne et Saint-Joachim, à Rémire-Montjoly. Si les relations sont bonnes, cette absence de bâtiment attitré constitue un frein pour retenir des invités de passage. Tout comme l'absence de pasteur... Le dernier pasteur présent de manière permanente à Cayenne, c'était le pasteur Dominique Calla, qui était alors envoyé par le Défap. Mais son départ remonte à plusieurs années. Les missions courtes pour permettre un accompagnement pastoral de l'EPG « en pointillé » ne compensent pas cette absence le reste de l'année. Et elles compensent d'autant moins que l'EPG a eu, comme les Églises de France, à surmonter le choc de la pandémie de Covid-19...

« Une communauté extrêmement attachante »

C'est précisément durant cette période que Gérard Krebs a découvert la Guyane et l'EPG. « Je suis arrivé début 2021, témoigne-t-il au micro de Marion Rouillard ; et j'ai dû respecter les 7 jours de confinement. Après, heureusement, la situation sanitaire s'est améliorée. » Dans sa vie de pasteur, il a déjà connu de telles prises de poste dans des contextes compliqués : il avait notamment passé plusieurs années à Nouméa, où il avait pris un poste pastoral juste après la tragique prise d'otages d'Ouvéa, qui avait marqué le point culminant et la fin de la période de violences que l'on baptise pudiquement les « événements » en Nouvelle-Calédonie.

À Cayenne, « j'ai pu découvrir une communauté extrêmement attachante ; petite, mais avec énormément de potentiel », souligne Gérard Krebs. « Une communauté jeune, un peu livrée à elle-même faute de pasteur titulaire depuis 2017, mais qui est toujours bien présente depuis 5 ans, et pleine d'espérance. C'était important que le Défap et la Ceeefe (la Communauté des Églises protestantes francophones) puissent témoigner leur solidarité à l'égard cette communauté par l'envoi de plusieurs pasteurs en mission courte. Cet accompagnement a permis à l'Église de traverser la période difficile de la pandémie, et de garder la flamme allumée ». Pendant qu'il était présent sur place, Gérard Krebs a pu assurer les cultes, aller à la rencontre des membres de la communauté ; mais au-delà, il a pu initier une collaboration avec la radio RCF pour renforcer la visibilité de l'EPG en Guyane. Un projet qui s'est poursuivi même après son retour en France, puisqu'une série d'émissions ont été enregistrées depuis Strasbourg pour être diffusées en Guyane tout au long de l'année. Ce projet a été rendu possible grâce à la collaboration entre RCF Alsace et RCF Guyane. Enfin, il a initié une collaboration avec Théovie, le service de formation biblique et théologique à distance de l'EPUDF, ainsi qu'avec la Coordination pour la formation continue de l'UEPAL, pour aider à la formation d'un petit groupe de

membres de l'EPG.

La visibilité dans le paysage guyanais, « un immense défi pour l'EPG »

Mais cette question de la visibilité dans le paysage guyanais (« un immense défi pour l'EPG », comme le souligne Gérard Krebs) se heurte aussi à des spécificités locales. Comme la question des relations avec les autorités publiques. En Guyane comme dans d'autres territoires ultramarins, ce n'est pas la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 qui règle ces relations : elle ne s'y applique pas. Ce sont les décrets Mandel, des décrets-lois du 16 janvier et du 6 décembre 1939 pris par le président de la République Albert Lebrun et par le ministre des colonies Georges Mandel, qui permettent de déroger au principe de la laïcité actuellement en vigueur en France métropolitaine (à l'exception de l'Alsace-Lorraine). Ces textes permettant un financement public du culte (comme c'est le cas en Alsace-Lorraine), avec comme conséquence que les communautés qui peuvent en bénéficier y gagnent aussi une forme de reconnaissance de la part des autorités publiques. Or l'EPG n'est pas dans ce cas de figure, contrairement à l'Église catholique. Même si, du côté des catholiques comme des autres cultes reconnus, « il y a de plus en plus une volonté de se libérer du carcan des décrets Mandel », souligne Gérard Krebs : ainsi, ce soutien public à l'Église catholique se borne aujourd'hui au financement de... 11 prêtres.

Une meilleure reconnaissance de la part des autorités publiques, une meilleure visibilité et la poursuite du dialogue œcuménique et interreligieux : tels sont donc les enjeux auxquels est confrontée l'Église Protestante de Guyane aujourd'hui. Avec, au-delà, toute la délicate question des moyens à mettre en œuvre pour réussir pleinement à prendre racine dans la société guyanaise : un lieu propre pour ses cultes, un poste pastoral pourvu en permanence. Le chemin est encore long, et l'accompagnement par la Ceeefe et le Défap d'autant plus nécessaire.

Naissance d'un nouvel Institut d'Histoire des Missions

Rattaché à l'unité de recherche religion, culture et société de l'Institut Catholique de Paris, ce nouvel organisme, dont le Défap est l'un des partenaires, a vu officiellement le jour le 30 mai.



Le père Jean Hirigoyen au Vietnam © IRFA

La photographie illustrant le lancement de l'IHM est des plus typiques : un cliché en noir et blanc pris dans les années 60, et qui montre un missionnaire habillé de blanc dans une salle de classe. Nous sommes bien dans l'histoire : ce missionnaire, c'était le père Jean Dominique Hirigoyen, né en 1933 à Hasparren, dans les Pyrénées-Atlantiques, et parti en mission pendant une dizaine d'années, à partir de 1959, au Sud-Vietnam. On pourrait trouver des photographies très similaires

dans les archives du Défap. Mais si le Défap, à travers les archives de la SMEP que recèle sa bibliothèque, est un lieu de référence pour l'histoire des missions protestantes francophones, il faut bien reconnaître que les missions catholiques ont une dimension historique incomparable : quand l'histoire de la Société des Missions Évangéliques de Paris remonte à 1822, du côté catholique les Missions Étrangères de Paris peuvent revendiquer 360 ans d'histoire. Et elles sont allées dans des pays plus nombreux et plus lointains, notamment en Asie avec des pays comme la Thaïlande, le Vietnam, la Chine, le Cambodge...

Pourtant, jusqu'à présent, l'histoire missionnaire est souvent demeurée morcelée, étudiée soit dans le contexte catholique, soit dans le contexte protestant. L'Institut d'Histoire des Missions qui vient de voir le jour, rattaché à l'unité de recherche religion, culture et société de l'Institut Catholique de Paris, devrait précisément permettre d'avoir une vision plus globale de l'histoire missionnaire.

Le projet se veut résolument œcuménique : il associe une bonne vingtaine de partenaires qui vont très au-delà du monde catholique, et dont le Défap fait partie aux côtés de l'Institut Protestant de Théologie, de l'AFOM, de l'Institut pour l'étude des religions et le dialogue interreligieux... Il se veut aussi centré sur les travaux de recherche, avec divers projets annoncés comme un séminaire permanent de recherche ouvert aux étudiants, doctorants et universitaires spécialistes de l'histoire des missions, des journées d'étude, colloques et projets éditoriaux, des bourses de recherche... Reste que le lancement de ce tout nouvel Institut d'Histoire des Missions s'inscrit aussi dans un contexte qui met clairement en avant l'élan missionnaire chez les catholiques, avec un mois de mai marqué par la canonisation de Charles de Foucauld et la béatification de Pauline Jaricot.

« Questionner ce qu'est la mission »

Ce sont ces deux versants assez différents qui sont ressortis le 30 mai, lors de la soirée marquant l'acte de naissance officiel de ce nouvel organisme, qui a eu lieu à l'Institut Catholique de Paris. Avec un programme associant Monseigneur Emmanuel Petit, Recteur de l'ICP, des messages du cardinal Tagle, Préfet de la Congrégation pour l'Évangélisation des peuples, et du Père Ioan Sauca, Secrétaire général du Conseil Œcuménique des Églises ; une intervention du Père Vincent Holzer, Vice-Recteur à la Recherche ; une présentation de cet Institut d'Histoire des Missions par Catherine Marin, Déléguée Scientifique, et du programme d'activité de ce nouvel organisme par son Directeur, le dominicain Gilles Berceville... Les partenaires scientifiques du projet étaient représentés par Gilles Vidal pour l'AFOM (Association francophone œcuménique de missiologie), Marie-Alpais Dumoulin pour l'IRFA (Institut de recherche France-Asie), Philippe Roy-Lysencourt pour le CEMI (Centre d'Études Marie-de-l'Incarnation) ou encore Bernadette Truchet pour le CREDIC (Centre de recherches et d'échanges sur la diffusion et l'inculturation du christianisme).

Ce nouvel Institut d'Histoire des Missions se veut avant tout un outil pour « développer un réseau de recherche académique, internationale, interdisciplinaire et œcuménique autour de l'acte missionnaire chrétien ». Il vise également à faciliter, soutenir et favoriser les échanges entre chercheurs dans ce domaine. Comme le souligne le Père Vincent Holzer dans sa présentation, « ayant profondément façonné les sociétés et les cultures dans lesquelles il s'est inscrit, l'élan missionnaire est en soi un objet des plus complexes. Il appelle impérieusement le concours de disciplines diverses », qui « peuvent concourir à une compréhension ajustée de l'acte missionnaire, de ses élans initiaux, de ses formes de réalisation, des résistances qu'il suscita, des douleurs qu'il engendra et des promesses qu'il contient ». Pour autant, à cet

objectif affiché d'envisager la mission et son histoire comme objet d'étude se mêlent aussi des préoccupations très actuelle qui concernent toutes les Églises – y compris l'Église catholique – à savoir : comment renouveler le témoignage chrétien dans une société de plus en plus sécularisée ?

Pour le Père Berceville, la réflexion sur le passé est ainsi une condition nécessaire pour « imaginer la mission d'aujourd'hui et de demain ». Et les travaux de recherche du nouvel institut doivent aussi permettre de « questionner ce qu'est la mission, grâce à l'étude critique de l'histoire des missions, qui n'est ni une justification ni une épopée ». Pas question donc d'en occulter les versants les plus polémiques, comme le lien entre la diffusion de l'Évangile et la violence, en Amérique latine par exemple. Mais il s'agira aussi de sortir des clichés sur les missionnaires blancs envoyés au bout du monde, en montrant toute la diversité qu'a pu prendre et que prend encore la mission. Par exemple lorsque la France devient nouvelle terre de mission pour des Églises héritières de ces travaux missionnaires...

Sacha et le Sénégal : « C'était dur et exceptionnel en même temps »

Sacha a été service civique pendant sept mois au Sénégal, comme volontaire du Défap. Sa mission s'inscrivait dans un projet d'appui à la santé communautaire au centre de santé Darvari de l'ELS

(l'Église Luthérienne du Sénégal) à Fatick. Deux mois après son retour en France, il revient sur cette expérience et ce qu'elle lui a apporté.



Que retiens-tu de cette expérience au Sénégal en tant que service civique et envoyé du Défap ?

Sacha :Je suis rentré en France au cours de la deuxième moitié du mois de mars, avec l'impression d'avoir vécu une expérience incroyable. Il faut savoir s'adapter, laisser derrière soi tout ce que l'on connaissait en France ; découvrir une manière de vivre et une culture que l'on n'envisageait absolument pas. Sept mois sur place, ça permet de découvrir beaucoup de choses ; et ça m'a permis aussi de me découvrir moi-même. C'est d'ailleurs seulement maintenant, deux mois après mon retour, que je me rends vraiment compte que cette mission de service civique a représenté une étape dans ma vie.

Quel était le cadre de ta mission ?

Sacha :Je donnais des soins de santé dans un petit dispensaire à 10 km de la ville de Fatick. C'est une structure située en pleine brousse, mais dont dépendent plusieurs milliers de patients. Je travaillais avec une infirmière, Monique ; les relations ont été dès le début très faciles. Avec elle, j'ai énormément appris, en matière de soins de santé, mais aussi pour tout ce qui concerne le bon usage des ressources. J'ai eu à faire beaucoup de soins divers, y compris des accouchements dans le dispensaire. Il faut utiliser au mieux ce qui est disponible sur place. Ne rien gaspiller. Ne pas se fier à ce que l'on a pu apprendre en France et qui suppose souvent un matériel bien plus important.



Sur le plan personnel, qu'est-ce qui t'a le plus marqué ?

Sacha : Dans ce genre d'expérience, dans un contexte si différent, tout est marquant. Je me suis retrouvé d'emblée à vivre au sein d'une communauté, en étant tout seul issu de mon contexte français. Je me suis retrouvé sans aucun repère familial, obligé de tout réapprendre dans un contexte totalement différent. J'ai des souvenirs et des images qui m'ont marqué : le premier mariage auquel j'ai pu participer au Sénégal ; mais aussi, des journées à souffrir de la chaleur, à faire les mêmes gestes médicaux, une forme de routine, des difficultés à m'adapter physiquement... C'est à la fois très formateur et très dur. Se retrouver ainsi en vis-à-vis d'une communauté dont tous les repères sont différents ; sans famille et sans amis avec qui échanger ; découvrir des gens dont le rapport au monde et les priorités diffèrent complètement... Ça oblige à s'interroger sur ce qui est fondamental pour soi-même.

Quelles étaient les relations avec les patients ?

Sacha : Elles étaient très dépendantes de Monique. Les gens dont nous avons à nous occuper parlaient surtout wolof ou sérère, les langues les plus parlées dans cette région du Sénégal ; mais elles parlaient rarement français, et j'avais besoin que Monique fasse office de traductrice pour communiquer. Dans les villages et pendant les consultations c'était tout de même difficile. Il était plus facile de communiquer en français en ville.

Comment vois-tu ta mission ? Quelle image en avais-tu à ton départ de France, et quelle image en as-tu aujourd'hui ?

Sacha : À mon retour en France, j'ai eu tendance à reprendre tout de suite mes habitudes : c'était comme si j'avais été absent deux semaines. Il m'a fallu du temps pour réaliser tout ce que cette expérience m'avait vraiment apporté. Cette étape de ma vie m'a permis de découvrir une forme de liberté que je ne connaissais pas. C'était dur et exceptionnel en même temps. En France, il faut se plier à des contraintes sociales, trouver un travail ; ce que j'ai vécu m'a obligé à me plier à une autre façon de vivre, une autre culture. Plus tard, j'aimerais repartir pour une autre mission.

« La mission de l'Église est de monter franchement dans la barque »

Dans son message d'ouverture du dixième Synode national

de l'Église protestante unie de France, la pasteur Emmanuelle Seyboldt, revenant sur les défis auxquels les Églises et la société dans son ensemble sont confrontés – sécularisation, perte de crédibilité des institutions, érosion des structures sociales par la mondialisation – a voulu transmettre un message d'espérance. Une perspective qui devrait se retrouver dans les deux documents qui seront proposés au débat, puis au vote : la Charte pour une Église de témoins, et les objectifs stratégiques.



Emmanuelle Seyboldt au synode national de l'EPUDF à Mazamet © EPUDF

Les protestants en France, entend-on parfois du côté des sociologues, c'est, en gros, 3% de la population ; soit environ 2 millions de personnes. Une minorité, donc. Qui plus est, traversée de nombreuses lignes de failles, qu'elles soient sociologiques ou théologiques ; avec des préoccupations très diverses, des manières de prier, d'exprimer leur foi, de concevoir leur rapport à la société, qui diffèrent beaucoup d'une Église à une autre. Certaines sont de très petites communautés ; d'autres comptent des centaines de milliers de fidèles. À ce titre, l'Église protestante unie de France, née en 2012 de l'union de l'Église réformée de France et de

l'Église évangélique luthérienne de France, est numériquement la plus importante, avec environ un millier d'Églises locales et 250.000 membres. Son synode national, qui se tient à Mazamet jusqu'au dimanche 29 mai, suscite l'intérêt au-delà du milieu de protestantisme ; [La Croix lui a consacré un article](#) et [la radio RCF](#) une émission spéciale – et elle couvre l'événement en direct. Il faut dire que les enjeux des débats sont cruciaux : « Mission de l'Église et ministères ». Un titre qui entre en forte résonance avec les préoccupations du Défap ; d'autant que le thème de la mission est aussi présent, au même moment, bien que de manière peut-être moins appuyée, au synode d'une autre Église membre du Service protestant de mission : l'Unepref.

Si le thème est aussi fondamental, c'est parce que la société évolue à marche forcée, poussant dans leurs retranchements des protestants luthéro-réformés traditionnellement discrets dans leur manière de témoigner de leur foi. Et qui peuvent se sentir bousculés par la croissance d'Églises évangéliques plus confessantes. Dans une société française fortement sécularisée, où les Églises sont globalement en perte d'influence, les sociologues notent une érosion du nombre de ceux qui se revendiquent d'une appartenance ecclésiale, avec l'apparition de phénomènes opposés. Il y a d'un côté ceux que ces mêmes sociologues baptisent les « non-vertis » : des personnes qui ont été socialisées dans une religion, et qui la quittent (par opposition au terme de convertis). Ainsi en France, seuls 26% des jeunes adultes se déclarent chrétiens. Mais parallèlement à cet affaiblissement de l'appartenance institutionnelle, à cette baisse d'influence de la régulation institutionnelle, sociale par la religion, on note une explosion de la religiosité. Conséquence paradoxale : se dire chrétien aujourd'hui, en Europe et en France, c'est une posture qui se fait plus rare... mais qui est plus assumée. Une tendance que le sociologue Jean-Paul Willaime décrit comme une forme « d'évangélicisation sociologique du christianisme »... et partiellement détachée des institutions, puisqu'il note

parallèlement « une certaine transconfessionnalisation du christianisme : des hybridations réciproques, l'émergence d'un christianisme transconfessionnel, qui cherche à dépasser le christianisme institutionnel à travers un christianisme plus personnel ».

« En tous temps et en tous lieux, les chrétiens se demandent comment vivre et témoigner de Jésus-Christ »



Le synode national de l'EPUdF à Mazamet © EPUdF

Comment peut se positionner une Église comme l'EPUdF ? Comme n'a pas manqué de souligner la présidente du Conseil national de l'EPUdF, Emmanuelle Seyboldt, dans son message d'ouverture à Mazamet, les défis ne sont pas forcément aussi nouveaux qu'ils le paraissent. Revenant sur un autre synode national qui s'était tenu également à Mazamet, celui de l'Église réformée de France, en 1947, elle a cité Marc Boegner qui évoquait alors le manque de pasteurs, l'inégalité de répartition des paroisses vacantes « au risque d'une rupture de solidarité entre les régions », la « désertion du culte, en particulier dans de nombreuses paroisses de campagne ». Et le même Marc Boegner soulignait : » Notre Église souffre d'une hémorragie à quoi nous n'avons pas encore trouvé le remède.

Cependant, Messieurs, d'autres signes, non moins visibles, parlent d'une vie qui résiste à l'assaut des forces de mort, d'une Église qui reprend peu à peu conscience de sa vraie vocation et de la seule force qui peut l'aider à y être fidèle ».

Un peu plus loin dans son message d'ouverture, Emmanuelle Seyboldt poursuit : « En tous temps et en tous lieux, les chrétiens se demandent comment vivre et témoigner de Jésus-Christ. Chaque époque présente des défis particuliers, des dangers, des risques, des tentations aussi (...) Aujourd'hui, nous pouvons ajouter aussi quelques défis auxquels les Églises et finalement tous nos contemporains sont confrontés : la sécularisation, la perte de crédibilité des institutions et de la parole d'une manière générale, la fin de la transmission familiale, l'éclatement de la société en microbulles sous la pression de la mondialisation, la méfiance généralisée et bien sûr le défi écologique et les conversions qu'il suppose dans notre manière de vivre, et ses conséquences, notamment les déplacements de population à venir. Alors, quelle est la mission de l'Église aujourd'hui ? » Et citant la traversée du lac de Tibériade par Jésus et ses disciples relatée au chapitre 4 de l'Évangile de Marc, Emmanuelle Seyboldt conclut : « Peut-être qu'aujourd'hui la mission de l'Église est de monter franchement dans la barque et de passer sur l'autre rive, dans le chaos du monde. Et comme ministres, on chercherait des hommes et des femmes de toutes sortes, venus de partout, qui n'ont pas le mal de mer et ne craignent pas la compagnie des vociférants. Je ne sais pas comment on pourrait appeler ces nouvelles formes de ministères, des colporteurs ou des témoins ? Pourtant je sais que c'est là que le Seigneur nous attend. »

Une perspective qui devrait se retrouver dans les deux documents qui seront proposés au débat, puis au vote : la Charte pour une Église de témoins, texte d'encouragement et de partage de convictions sur la mission de l'Église et les

ministères ; et les objectifs stratégiques, définissant de grands domaines de travail et d'orientations, à partir desquels des propositions concrètes feront l'objet de la suite de la consultation synodale (en 2023-2024). La Charte devrait s'organiser autour de quatre points : affirmer la vocation de témoins de celles et ceux qui vivent l'Église, dans la lignée de « l'Église de témoins » qu'appelait de ses vœux Laurent Schlumberger ; réaffirmer le besoin de la rencontre et du partage face aux risques de repli ; insister sur la joie de la vie en Christ ; rappeler que la mission est d'abord un projet de Dieu, dans lequel viennent s'inscrire les chrétiens. Quant aux objectifs stratégiques, ils devraient tourner également autour de quatre axes : l'approfondissement de la foi, la connaissance des besoins dans notre société, des projets de vie des paroisses plus centrés sur la mission, et une réflexion sur les ministères utiles pour atteindre de tels objectifs.

La mission en débat à l'EPUDF : le dossier

- [le PDF «Mission de l'Église et Ministères»](#)
- [la lettre d'accompagnement d'Emmanuelle Seyboldt](#)

L'avancée des réflexions au Défap

- [Le Défap et les «jeudis de la mission»](#)
- [Colloque du Défap : un moment charnière sur le chemin de la refondation](#)
 - [Refonder la mission](#)
 - [Vivre et Partager l'Évangile](#)
- [«La mission de partout vers partout : les temps sont-ils mûrs ?»](#)
 - [Un défi à relever...](#)
- [«L'interculturalité est un voyage, et souvent, on ne voit pas le chemin»](#)
 - [Une réflexion sur «les fruits du Défap»](#)
 - [Les fruits de la mission](#)
 - [«Être en mission est une grâce»](#)
 - [«Une réflexion refondatrice» pour «une vision et une action renouvelées»](#)

Une nouvelle saison pour l'Unepref

Le synode national de l'Union des Églises protestantes réformées évangéliques de France (Unepref), l'une des trois Églises constitutives du Défap, se tient les 26 et 27 mai à Alès, dans le Gard ; il verra la fin de la présidence assurée depuis 10 ans par le pasteur Jean-Raymond Stauffacher, futur Secrétaire général de la Fédération Protestante de France, ainsi que le renouvellement de l'administrateur, Gérard Kurz. Le vote de renouvellement des équipes des commissions et coordinations occupera une place importante dans ce synode dit à « élections ».

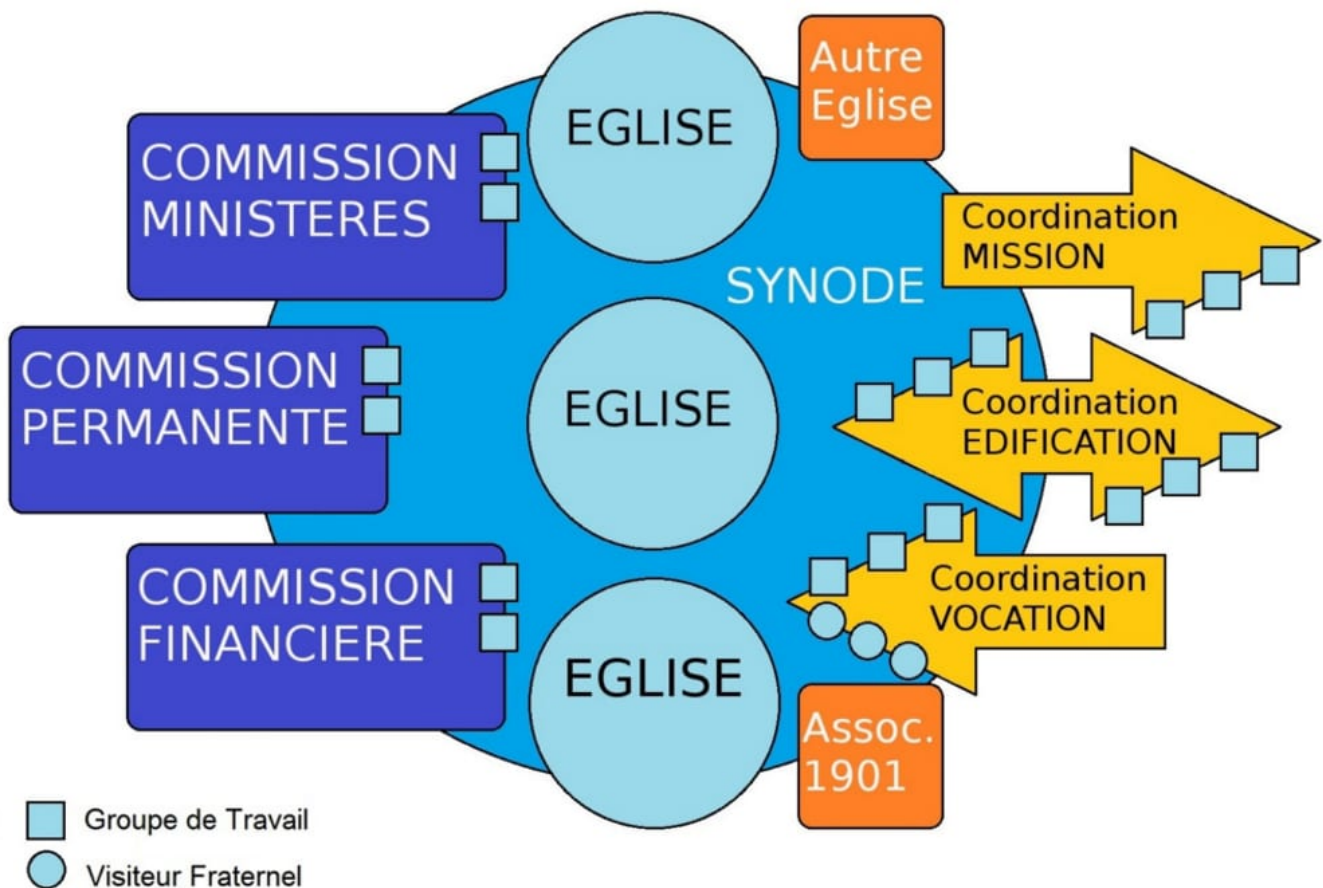


*Le temple d'Alès, où se tiendra le synode national de
l'Unepref © Unepref*

Le synode national de l'Unepref, qui se tient en cette année 2022 au temple d'Alès, les 26 et 27 mai, est placé sous le thème : « Nous avons vu les œuvres de Dieu » (Éphésiens 2:10). Il s'agira de retracer et de mettre en récit le chemin parcouru durant ces dix dernières années qui correspondent à une saison de réforme du fonctionnement de l'Union d'Églises. La journée du 26 mai tournera ainsi largement autour du rapport de synthèse sur ces dix ans donné par le pasteur Jean-Raymond Stauffacher, actuel président de l'Unepref. En effet, l'Union des Églises protestantes réformées évangéliques a considérablement fait évoluer sa structure en abandonnant une structuration en région pour une structuration nationale. L'objectif étant de favoriser le développement d'une dynamique allant du bas vers le haut plutôt que l'inverse. L'Union d'Églises est actuellement administrée par trois Commissions : Commission Permanente (exécutif de l'Union), Commission des Finances (gestion des charges communes et salaires) et Commission des Ministères (recrutement et accompagnement des pasteurs et diacres nationaux). Le synode se réunit désormais une fois par an et chaque Église y est représentée, ce qui favorise un processus décisionnel plus direct.

Ont également été mis en place trois coordinations qui ont pour but d'animer les Églises autour de trois dynamiques perçues comme essentielles : le soutien de la vie des Églises locales, la formation et l'engagement missionnel. Ainsi, la Coordination Vocation aide les Églises à discerner, formuler et vivre leurs engagements dans la société, la Coordination Édification les assiste dans l'enseignement biblique et la formation de disciple et la Coordination Mission soutient les actions de témoignage. Les Coordinations ont pour but de mettre en place un accompagnement responsabilisant les Églises et encourageant les initiatives locales, avec le soutien des visiteurs fraternels et de groupes de travaux. Ce « pas en avant » a permis des avancées mais a aussi ouvert à certains

effets qu'il convient d'évaluer et d'analyser.



L'organisation de l'Unepref © Unepref

Changement de cycle

Enfin, ce synode équivaut à la fin d'un cycle avec la fin de la présidence assumée depuis 2012 par le pasteur Jean-Raymond Stauffacher, qui prendra ses fonctions de nouveau secrétaire général de la Fédération protestante de France le 1er juillet, succédant à Georges Michel, et le renouvellement de l'administrateur, Gérard Kurz. Le vote de renouvellement des équipes des commissions et coordinations occupera une place importante dans ce synode dit à « élections ». Ces deux jours seront aussi marqués par la reconnaissance de ministère de deux pasteurs et par les prises de parole d'invités internationaux.

Ce synode se tiendra juste avant la 4ème convention nationale de l'Unepref : un événement qui aura lieu les 28 et 29 mai au centre chrétien de Gagnières, avec l'installation d'un

« village missionnaire » avec de nombreuses animations et des invités comme le Suisse Alain Auderset, artiste chrétien engagé dans ses albums de BD comme sur la scène, ou le collectif de louange Tehillah :

Mission de l'Église et ministères au menu du synode national de l'EPUdF

Le dixième Synode national de l'Église protestante unie de France se tiendra du Jeudi 26 mai au dimanche 29 mai 2022 à Mazamet. Il verra la poursuite des réflexions engagées sur le thème « Mission de l'Église et ministères ». Avec des enjeux cruciaux : quelle mission pour l'Église de demain ? Sous quelle forme ? Quelles

relations entre mission au près et au loin ?



Le synode national de l'EPuDF à Sète en 2021 © Défap
Neuf ans après la création de l'Église protestante unie de France, la paroisse protestante de Mazamet, dans le Tarn, reçoit du 26 au 29 mai le Synode national. Sylvie Franchet d'Espérey, modératrice de cette session synodale 2022, accueillera les 200 délégués des neuf régions de l'EPuDF et des invités de France et d'Europe. Elle conduira leurs travaux, nourris par les divers rapports sur la vie matérielle et spirituelle de l'Église protestante unie de France. La présidente du Conseil national, la pasteure Emmanuelle Seyboldt, donnera son message au Synode le jeudi 26 mai à 18h45. Le culte final le dimanche 29 mai à 11 heures accueillera les nouveaux pasteurs reconnus dans leur ministère durant l'année.

Le Conseil national de l'Église a initié un processus synodal sur plusieurs années (2021-2024) intitulé « Mission de l'Église et ministères ». Pour cette session 2022, le Synode

national devra discerner une vision globale et de grandes orientations à partir des contributions des synodes régionaux et des travaux des Églises locales en 2021. Pour cela, deux documents sont proposés au débat, puis au vote : la Charte pour une Église de témoins, texte d'encouragement et de partage de convictions sur la mission de l'Église et les ministères ; et les objectifs stratégiques, définissant de grands domaines de travail et d'orientations, à partir desquels des propositions concrètes feront l'objet de la suite de la consultation synodale (en 2023-2024).

Au Défap, une réflexion engagée depuis mars 2018

Les questions sur la mission, tous les organismes missionnaires y sont aujourd'hui confrontés, dans un temps qui connaît des évolutions de plus en plus rapides et de grande ampleur. Et ce qui est vrai des organismes missionnaires l'est tout autant des Églises elles-mêmes – et au sein du monde protestant, c'est tout particulièrement vrai des Églises dites «historiques». En témoignait l'an dernier [le numéro 80 de Perspectives Missionnaires](#), unique revue de missiologie protestante dans le monde francophone, qui s'est associée depuis à la revue Foi & Vie : ce numéro de PM s'attachait précisément aux questionnements auxquelles la mission fait face dans le contexte européen.

Au Défap, la réflexion est engagée depuis mars 2018, lorsque son président, Joël Dautheville, avait lancé un appel en faveur d'une dynamique refondatrice dans son message à l'ouverture de l'Assemblée générale. Une réflexion qui ne peut bien sûr être indépendante de celle des Églises constituant le Service Protestant de Mission. Mais en la matière, chacune avance en fonction de son propre contexte, de sa propre histoire et au rythme de ses propres instances. En octobre 2019, [le colloque organisé au 102 boulevard Arago](#) «Vers une nouvelle économie de la mission : parole aux Églises» avait permis de réunir les présidents des trois Églises constitutives du Défap : l'EPUDF, l'UEPAL et l'Unepref. Il

s'était traduit par des échanges très riches au cours desquels s'étaient exprimées les diverses conceptions de la mission, et les diverses attentes vis-à-vis du Défap.

La mission en débat à l'EPUDF : le dossier

- [le PDF «Mission de l'Église et Ministères»](#)
- [la lettre d'accompagnement d'Emmanuelle Seyboldt](#)
- L'avancée des réflexions au Défap***
 - [Le Défap et les «jeudis de la mission»](#)
 - [Colloque du Défap : un moment charnière sur le chemin de la refondation](#)
 - [Refonder la mission](#)
 - [Vivre et Partager l'Évangile](#)
 - [«La mission de partout vers partout : les temps sont-ils mûrs ?»](#)
 - [Un défi à relever...](#)
 - [L'interculturalité est un voyage, et souvent, on ne voit pas le chemin»](#)
 - [Une réflexion sur «les fruits du Défap»](#)
 - [Les fruits de la mission](#)
 - [«Être en mission est une grâce»](#)
 - [«Une réflexion refondatrice» pour «une vision et une action renouvelées»](#)

25-26 juin : une nuit pour prier pour les victimes de la torture

L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la date du 26 juin Journée internationale de soutien aux

victimes de la torture, afin d'assurer l'application de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il s'agit donc d'une date clé pour le mouvement international de l'ACAT. L'idée de la Nuit des Veilleurs, lancée en 2006, est de créer une chaîne internationale de personnes se recueillant pour les victimes. Partout dans le monde, les chrétiens sont appelés à veiller en soutien à quelques-unes d'entre elles. Lors d'événements organisés près de chez eux, ou seuls en tout autre lieu, ils accompagnent les actions de plaidoyer et les relaient jusqu'au cœur de Dieu, dans une nuit où la prière se fait cri. Un cri mobilisateur.



Illustration pour la nuit des veilleurs de l'ACAT © Juliette Léveillé

Ils sont vietnamiens, chinois, mexicain, camerounais, égyptien... Ils sont ou ont été menacés, battus, torturés, emprisonnés, maintenus en détention. Pour leurs convictions, pour leur engagement politique, pour leur engagement en faveur des droits humains, pour ce qu'ils sont. Pour les faire

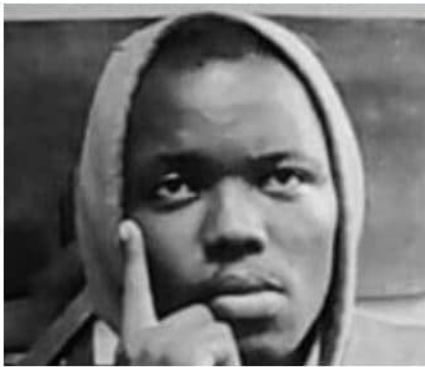
parler, pour les faire taire. Sans raison. Ils ne sont que quelques-unes des milliers de personnes victimes de la torture partout dans le monde. Ils symbolisent toutes ces souffrances muettes, niées, que des pays, des gouvernements voudraient faire disparaître, et auxquelles vos prières et votre action peuvent rendre une existence et une voix.

Depuis 2006, à l'occasion du 26 juin, date choisie par l'Onu comme la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, et à l'appel de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, ONG chrétienne de défense des droits de l'homme créée en 1974), des milliers de chrétiens en France et de par le monde s'unissent dans une veillée de prière en soutien aux victimes de torture. Jusqu'en 2019, les chrétiens étaient invités à veiller pendant des événements organisés près de chez eux : nuit de prière, veillées de feu, célébrations œcuméniques, concerts, processions aux lanternes... En 2020, il a fallu s'adapter pour respecter les gestes barrières imposés par la crise sanitaire. Le site internet a alors proposé des ressources spirituelles, des chants et des psaumes, le cas de victimes à soutenir, le suivi de victimes mises en lumière l'année précédente, avec en plus, la possibilité d'allumer une bougie virtuelle, de faire des dons via une obole et d'inscrire tout moment de recueillement personnel, en famille ou avec des amis proches pour s'y joindre par la pensée, au téléphone, à distance. Les restrictions sanitaires levées, cette année 2022, dans la nuit du 25 au 26 juin, l'ACAT appelle à nouveau les chrétiens à veiller lors d'événements organisés sous forme de rassemblements : célébrations œcuméniques, chants, prières... Les manifestations en lien avec cette nuit de veillée **[sont indiquées ici](#)**. Quant au site, il continue de proposer des ressources spirituelles, avec une nouveauté : un **[livret téléchargeable proposant un exemple de célébration œcuménique](#)**.

Quel que soit le visage que prendra cette veillée, là où vous serez, l'important sera de se rassembler autour des victimes

de la torture ou de mauvais traitements, dans un même élan spirituel et solidaire.

Quelques-unes des victimes soutenues par l'ACAT



Tsi Conrad
CAMEROUN



Olivier Bibou Nissack, Alain Fogué,
Pascal Zamboue, Mispa Awasum et
consorts du Mouvement pour la
renaissance du Cameroun (MRC)
CAMEROUN



Huang Xueqin
CHINE



Le Huu Minh Tuan (Lê Hữu Minh
Tuấn)
VIETNAM



Erick Ivan et Veronica
MEXIQUE



Mohamed El-Baker
ÉGYPTE

- [Tsi Conrad](#) est un journaliste de 35 ans, vivant à Bamenda, ville située dans la région du Nord-Ouest du Cameroun. Dans le cadre de son travail, il a suivi les premières manifestations de mécontentement de populations anglophones en octobre 2016 et les répressions qui s'en sont suivies par les forces de l'ordre. Il a distribué des images de ces répressions à des organes de presse, des journalistes et en a publiées sur ses comptes personnels dans divers

médias sociaux. A plusieurs reprises, il a été menacé d'arrestation par des policiers lorsqu'il filmait les répressions de manifestations. Finalement, le 8 décembre 2016, Tsi Conrad a été arrêté par des militaires sous la menace d'une arme alors qu'il filmait une nouvelle manifestation au cours de laquelle des policiers avaient tiré à balles réelles. Il a été condamné à 15 années de prison. Son avocat a fait appel le 23 mai 2018. Cet appel n'a toujours pas été examiné. Le 5 mai 2021, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a adopté l'Avis n°10/2021 dans lequel il indique que « la privation de liberté de Tsi Conrad est arbitraire » et demande au gouvernement camerounais de le « libérer immédiatement ».

- [Olivier Bibou Nissack, Alain Fogué, Pascal Zamboue, Mispa Awasum](#) : Au cours du mois de décembre 2021, plus de 80 militants et cadres du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), principal parti d'opposition au Cameroun, ont été condamnés à des peines allant de six mois à sept ans de prison ferme pour « attroupement », « insurrection » ou encore « rébellion ». En date du 15 janvier 2022, Amnesty International dénombrait 107 sympathisants et membres du MRC en détention à Yaoundé, Douala, Bafoussam et Mfou, arrêtés pour avoir voulu ou pris part aux manifestations ayant eu lieu en septembre 2020. Plusieurs détenus du MRC ont indiqué avoir fait l'objet de tortures et d'autres formes de mauvais traitements lorsqu'ils étaient détenus au sein du Secrétariat d'État à la

Défense (SED) à Yaoundé.

- **Huang Xueqin**: Le 19 septembre 2021, la journaliste Huang Xueqin a été enlevée par la police, alors qu'elle s'apprêtait à se rendre le lendemain au Royaume-Uni pour y poursuivre ses études. Elle a été accusée « d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État », suite à de nombreux rassemblements privés auxquels elle a participé chez un autre journaliste et activiste qui a également été enlevé, Wang Jianbing.
- **Le Huu Minh Tuan (Lê Hữu Minh Tuấn)** est un journaliste membre de l'Association des journalistes indépendants du Vietnam (IJAVN), organisation de la société civile créée en 2014 qui promeut le droit à la liberté d'expression, à la liberté de la presse et à la liberté d'association. L'association des journalistes indépendants du Vietnam n'est pas officiellement reconnue par le Parti communiste vietnamien et pour cette raison elle opère en ligne. De ce fait, Le Huu Minh Tuan a été arrêté le 12 juin 2020 par la police d'Ho Chi Minh City, après plusieurs mois de menaces et d'intimidations de la part du bureau de la sécurité publique, le renseignement intérieur vietnamien.
- **Erick Ivan et Veronica** : Le 8 juin 2011, Erick et Verónica avaient été violemment arrêtés par des policiers fédéraux en civil sans qu'un mandat d'arrêt ne leur ait été présenté. Accusés sans preuve, le frère et la sœur ont été torturés dans l'objectif de leur arracher des aveux. Ils ont tous deux été frappés, électrocutés dans les parties génitales, soumis au simulacre de noyade, et

Verónica a été victime de sévices sexuels, dont des viols. Deux jours plus tard, sans être assistés d'aucun avocat, ils avaient été contraints de signer une déposition dans laquelle ils se déclaraient coupables de deux enlèvements crapuleux. Depuis 2011, Erick et Verónica sont incarcérés sans qu'un procès n'ait été ouvert contre eux.

- [Mohamed El-Baker](#) est un avocat spécialisé dans les droits humains, fondateur et directeur du Centre Adalah pour les droits et libertés depuis 2014. Arrêté le 29 septembre 2019, il est arbitrairement détenu depuis plus de deux ans dans des conditions difficiles. Le lundi 20 décembre 2021, Mohamed est condamné à 4 ans d'emprisonnement au cours d'un procès inique.

La nuit des veilleurs : présentation en vidéo : Nathalie Seff, déléguée générale de l'ACAT France, rappelle à travers un extrait de la DUDH les fondements de la dignité humaine qui guident l'action de l'association.